22. L'interprétation de l'arrêt¹

a) Aspects généraux.

L'obscurité réelle ou supposée d'un jugement de la Cour peut former un obstacle à son exécution. Les textes prévoient dès lors une faculté des parties de demander à la Cour de clarifier la portée d'un de ses jugements en l'interprétant d'autorité. L'article 60 du Statut dispose que : « L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie ». Malgré une apparence éventuellement contraire, cette disposition ne pose pas un monopole d'interprétation de la Cour. Une fois l'arrêt rendu, il incombe à chaque partie de l'interpréter pour en déterminer le sens et la portée, et notamment pour définir les obligations qu'il pose à la charge des parties. Ce n'est que si l'interprétation du débiteur des obligations constatées ou statuées par la Cour se heurte à l'interprétation du créancier de ces obligations et qu'il en naît une « contestation », selon les termes de l'article 60 précité, que la Cour est appelée, à condition d'être saisie par l'une des parties ou par les parties conjointement, de vider cette contestation par une interprétation à la fois authentique et d'autorité. Cette interprétation étant contenue elle-même dans un jugement de la Cour, la contestation est tranchée avec force de la chose jugée.

Pendant assez longtemps, la pratique de la Cour n'a pas été riche en demandes d'interprétation. Devant la CPJI, seules deux affaires ont été ainsi portées à son attention : l'affaire de l'*Interprétation de l'arrêt no 3* (Traité de Neuilly) (1925)² ; et l'affaire de l'*Interprétation des arrêts no 7 et 8* (Usine de Chorzów) (1927)³. Devant la CIJ, quatre affaires en interprétation peuvent être citées : l'affaire de la *Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile* (1950)⁴ ; l'affaire de la *Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental* (Tunisie / Libye, 1985)⁵ ; l'affaire de la *Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 en l'affaire de la Frontière terrestre et maritime* (Exceptions préliminaires, Nigeria c. Cameroun, 1999)⁶ ; et l'affaire de la *Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2001 en l'affaire Avena* (ordonnance de mesures conservatoires, 2008)⁷.

¹ Voir sur ce sujet : Hudson, *Permanent...*, *op. cit.*, p. 590-591 ; A. Zimmermann / T. Thienel, « Article 60 », dans : Zimmermann / Tomuschat / Oellers-Frahm, *Statute...*, *op. cit.*, p. 1275ss ; Thirlway, *Law...* (2003), *op. cit.*, p. 79ss ; Rosenne, *Law...* (1997), vol. III, *op. cit.*, p. 1669ss ; L. M. Bentivoglio, « Sull'interpretazione della sentenza internazionale », *Comunicazioni e studi*, vol. 5, 1953, p. 269ss ; L. Cavaré, « Les recours en interprétation et en appréciation de la légalité devant les tribunaux internationaux », *ZaöRV*, vol. 15, 1954, p. 482ss ; S. Rosenne, *Interpretation, Revision and other Recourse from International Judgments and Awards*, Leyde, 2007 ; A. Zimmermann, « Interpretation of Judgments of the International Court of Justice under Article 60 of the Statute of the ICJ », *Mélanges H. E. Folz*, Vienne / Graz, 2003, p. 407ss ; E. Zoller, « Observations sur la révision et l'interprétation des sentences internationales », *AFDI*, vol. 24, 1978, p. 327ss. Parmi les contributions plus anciennes, voir notamment K. Grzybowski, « Interpretation of Decisions of International Tribunals », *AJIL*, vol. 35, 1941, p. 482ss.

² CPJI, sér. A, no 4.

³ CPJI, sér. A, no 11.

⁴ CIJ, *Recueil*, 1950, p. 395ss.

⁵ CIJ, *Recueil*, 1985, p. 192ss.

⁶ CIJ, *Recueil*, 1999-I, p. 31ss.

⁷ Ordonnance du 16 juillet 2008.

Ces affaires montrent une bigarrure certaine des procédures mises en branle. Dans la première affaire de la CPJI, celle du *Traité de Neuilly*, la Grèce demanda une interprétation de l'arrêt pour connaître non seulement la portée de la clause interprétée par la Cour, mais aussi son applicabilité. Or, la Cour n'avait tranché dans son arrêt que la question de la portée de la clause, non celle de son applicabilité, étant donné que cette dernière n'avait pas été contestée. Elle dut donc rejeter la requête grecque comme dépassant le cadre d'une simple interprétation. Dans la seconde affaire de la CPJI, celle de l'*Usine de Chorzów*, la Cour avait décidé que la Pologne n'avait pas le droit de rayer la *Oberschlesische Gesellschaft* du registre foncier en la remplaçant par l'Etat polonais comme nouveau propriétaire. Par la suite, la Cour avait décidé que la Pologne devait à l'Allemagne des compensations. Malgré ces jugements, la Pologne avait soutenu avec succès devant ses propres tribunaux que la compagnie lui appartenait de droit. L'Allemagne approcha à nouveau la CPJI pour affirmer que l'interprétation que donnait la Pologne aux jugements de la Cour, lui permettant d'agir comme elle l'avait fait devant ses propres tribunaux, était erronée. Dans l'affaire du *Droit d'asile*, la Colombie avait présenté une demande visant à savoir si M. Haya de la Torre devait finalement être rendu aux autorités péruviennes. La Cour estima qu'il n'y avait à cet égard pas de contestation entre les parties et qu'en plus la question posée allait au-delà des contenus du jugement à interpréter. A ce titre, elle était donc irrecevable. Dans l'affaire *Tunisie / Libye*, la demande portait à la fois sur la rectification et sur l'interprétation de l'arrêt précédent quant au tracé de la ligne de délimitation maritime. Dans l'affaire *Cameroun / Nigeria*, la Cour a été confrontée pour la première fois à une demande concernant un jugement de compétence et recevabilité. Elle a confirmé que l'interprétation au sens de l'article 60 du Statut pouvait porter aussi sur un tel arrêt. Il s'agissait pour le Nigeria de préciser la portée de la compétence de la Cour relativement à certains incidents de frontière dont le Cameroun se prévalait pour engager sa responsabilité internationale. Dans l'affaire *Avena*, enfin, le Mexique considérait que les obligations mises à la charge des Etats-Unis par le jugement précédent de la Cour étaient fondamentalement des obligations de résultat (selon des moyens au choix des Etats-Unis) alors que les Etats-Unis les considéraient fondamentalement comme obligations de moyens.

Dans l'ensemble, la jurisprudence de la Cour relève une tendance à la restriction. La Cour est consciente du fait que l'autorité de la chose jugée pâtit de procédures d'interprétation (ou de révision) trop fréquentes et trop hardies. Poser une jurisprudence généreuse à cet égard, c'est encourager les Etats à se présenter devant son prétoire pour remettre en cause des jugements, soit par la voie ouverte et directe de la révision, soit par la voie plus masquée et insidieuse de l'interprétation. A cet égard, la Cour a été attentive à ne pas permettre aux Etats d'utiliser des demandes en interprétation pour retarder l'exécution des jugements ou même pour tenter de subvertir leur caractère final et sans appel. Elle s'est exprimée comme suit dans l'affaire précitée *Cameroun / Nigeria* : « [Il y a] nécessité de ne pas porter atteinte au caractère définitif de ces arrêts et de ne pas en retarder l'exécution. [...] Le libellé et la structure de l'article 60 traduisent la primauté du principe de l'autorité de la chose jugée. Ce principe doit être préservé »⁸. La Cour indique ainsi que, comme la révision, même si à un moindre degré, l'interprétation constitue une exception au principe de la chose jugée. Ses conditions d'application doivent dès lors être strictement interprétées. Cette orientation de la Haute Juridiction,

⁸ CIJ, *Recueil*, 1999-I, p. 36, § 12. Cf. Thirlway, *Law...* (2003), *op. cit.*, p. 79 ; Zimmermann / Thienel, dans : Zimmermann / Tomuschat / Oellers-Frahm, *Statute...*, *op. cit.*, p. 1277.